

Observatoire Français des Conjonctures Économiques. 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél: 555.95.12

N° 22 - Mercredi 27 février 1985

PRIX DE L'ESSENCE ET COURS DU PÉTROLE

La hausse continue du prix de l'essence en France depuis 1972 ainsi que la mise en concurrence très récente des distributeurs pour la freiner, et d'autre part la baisse des cours du pétrole en dollars depuis 1982, qui pourrait s'amplifier, focalisent actuellement l'attention des consommateurs et des économistes.

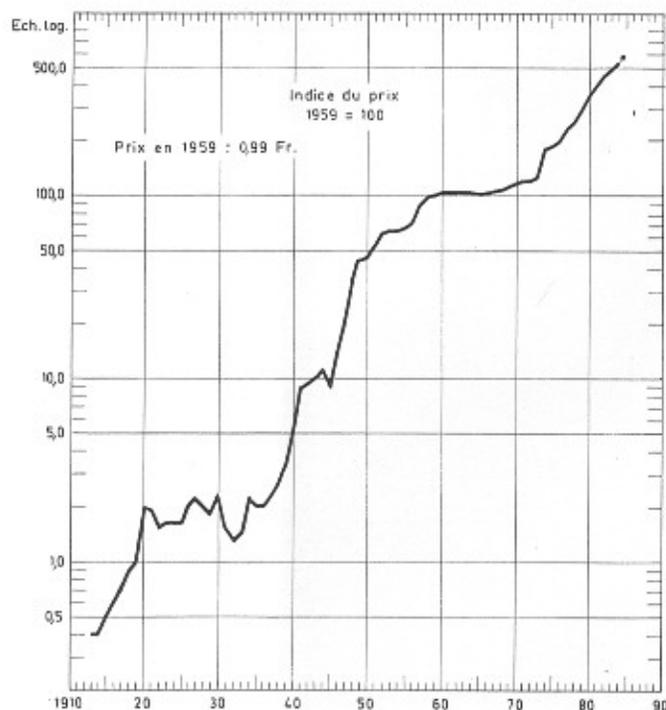
Le prix de l'essence a-t-il réellement augmenté ?

Le graphique 1 ci-dessous retrace la hausse du prix de l'essence depuis 1913. Elle paraît très ample : de 1913 à janvier 1985 le prix a été multiplié par 1 400. Mais qu'en est-il par rapport à l'ensemble des autres biens ou services, c'est-à-dire en francs à pouvoir d'achat constant, et aussi par rapport à la hausse des revenus nominaux ? Le graphique 2 répond à ces questions.

La courbe du prix de l'essence en francs constants révèle une remarquable stabilité à long terme. En janvier 1985 ce prix est à peu près le même qu'en 1960 et qu'en 1930. Mais dans l'intervalle il s'est abaissé à plusieurs reprises à des niveaux de 20 ou même 25 % inférieurs. La hausse en francs constants survenue de 1972 à 1985 a été provoquée jusqu'en 1982 par celle des cours du pétrole et depuis lors, malgré la baisse de ces cours, par la hausse du dollar.

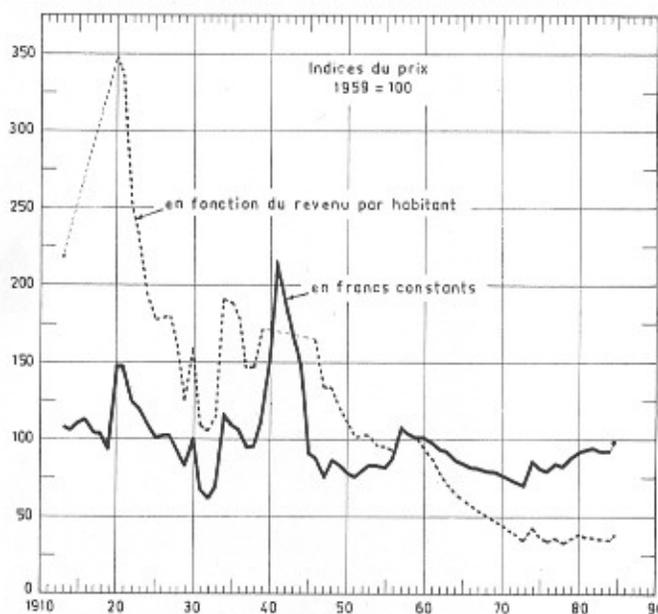
La croissance du revenu réel par habitant implique que le prix des biens diminue en termes de revenu. On voit que cela a été le cas pour l'essence jusqu'en 1972. Ensuite l'augmentation de son prix, non seulement en francs courants, mais même en francs constants l'a stabilisé par rapport au revenu. Cela explique que la consommation d'essence ait alors peu varié, augmentant de 2 % l'an entre 1974 et 1979 et diminuant ensuite de 1,5 % l'an de 1979 à 1983⁽¹⁾.

1. Prix de l'essence en France depuis 1913



Source : J.-M. Jeanneney et E. Barbier-Jeanneney, « Les économies occidentales du XIX^e siècle à nos jours », planche III 12, et Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE.

2. Prix relatif de l'essence en France depuis 1913



Source : Prix de l'essence : cf. graphique 1.
Indice du coût de la vie : J.-M. Jeanneney et E. Barbier-Jeanneney, *ibidem*, III 1.
Revenu par habitant : *ibidem*, IV 29.
Mode d'établissement : l'indice du prix de l'essence a été divisé par l'indice du coût de la vie pour obtenir l'indice du prix en francs constants et par l'indice du revenu par habitant pour obtenir l'indice du prix en fonction de ce revenu.

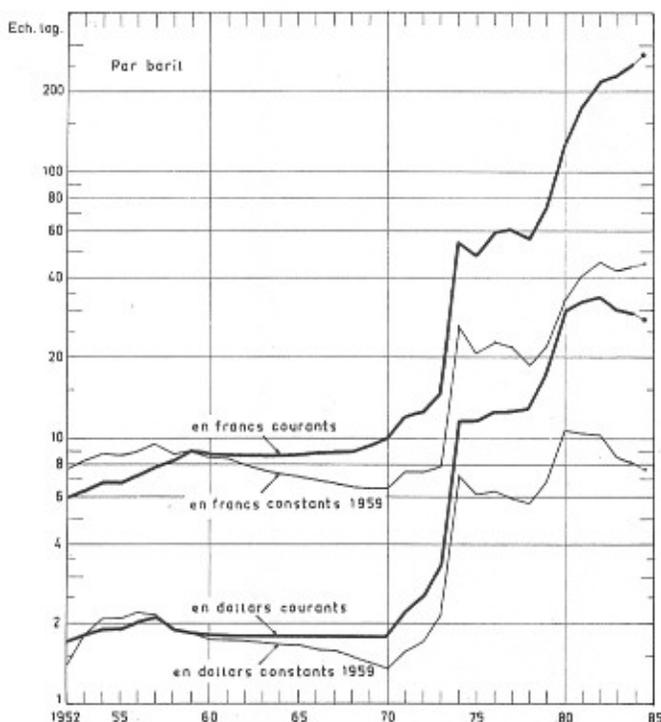
Le prix de l'essence en France s'est élevé beaucoup moins que les cours du pétrole à la production

Les cours représentés au graphique 3 sont ceux pratiqués à l'embarquement en Arabie Saoudite. Le contraste est grand entre avant et après 1970. De 1958 à 1970 le cours du pétrole, stable en monnaies courantes, baisse régulièrement en monnaies constantes, jusqu'à être en 1970 inférieur de 30 % en dollars constants à celui de 1958 et de 25 % en francs constants. Au contraire entre 1970 et 1981 le cours du pétrole a été multiplié par 7,7 en dollars constants et par 6,2 en francs constants, cet écart résultant des différentiels d'inflation, compte tenu des cours du change.

Le prix de l'essence a augmenté beaucoup moins en France depuis 1970 que le cours du pétrole en Arabie : en francs courants le premier se trouve en janvier 1985 multiplié par 4,9, tandis que le second l'est par 28. L'explication en est que le coût du pétrole n'entre que pour une faible part dans le prix de l'essence à la pompe, le reste étant constitué par les coûts du transport maritime, du raffinage, de la distribution et, plus encore, par des impôts.

Mais ce serait évidemment une grande erreur d'en conclure que la hausse du prix du pétrole a été de peu d'importance pour l'économie française, car les hausses brutales de 1974 et 1979 ont eu sur elle de déplorables effets, à la fois dépressifs et inflationnistes (2).

3. Prix à l'exportation (fob) du pétrole d'Arabie Saoudite



Source : Bulletin mensuel de statistiques de l'ONU.

Mode d'établissement : le prix en dollars constants a été calculé en divisant le prix en dollars courants par l'indice des prix à la consommation aux États-Unis de base 1959.

Le prix en francs courants a été obtenu en divisant le prix en dollars courants par le cours du franc en dollar ; le prix en francs constants l'a été en divisant le prix en francs courants par l'indice des prix à la consommation en France de base 1959.

(1) OCDE. Agence internationale de l'énergie - *Statistiques trimestrielles du pétrole*.

(2) cf. Alain Fonteneau et Pierre-Alain Muet : *Le poids de la contrainte extérieure sur la France*, Lettre de l'OFCE n° 3, mars 1983.

(3) cf. J.-M. Jeanneney : *Si le pétrole revenait à 25 dollars le baril*, Lettre de l'OFCE n° 1, janvier 1983.

(4) réalisée par Bruno Durand (département d'économétrie de l'OFCE).

L'hypothèse d'une baisse de 20 % du cours du pétrole (3)

Qu'advierait-il si — simple hypothèse, mais qui n'est pas tout à fait invraisemblable — le cours du pétrole venait à baisser de 20 %, revenant à 22,3 dollars le baril (3), c'est-à-dire à un niveau qui, en valeur réelle, serait encore de 7 % supérieur à celui pratiqué en 1978, avant le second choc pétrolier ?

Une simulation a été faite au moyen du modèle OFCE-trimestriel (4), en supposant que tous les taux de change demeurent inchangés. Les résultats en sont inscrits dans le tableau ci-dessous pour chacune des deux années consécutives à la baisse supposée.

Effets d'une diminution de 20 % du prix du pétrole

	1 ^{re} année	2 ^e année
PIB	+ 0,3	+ 0,5
Importations	+ 0,3	+ 1,2
Consommation	+ 0,5	+ 0,7
FBCF des entreprises	+ 0,7	+ 1,2
Exportations	ε	ε
Prix à la consommation	- 1	- 1,5
Solde extérieur des biens et services (en milliards de frs)	+ 32	+ 16
Épargne des entreprises	+ 8	+ 7
Revenus des ménages	+ 0,7	+ 0,6

Ce tableau mesure les écarts en pour-cents (sauf pour le solde du commerce extérieur exprimé en milliards de francs) par rapport à la situation qui aurait prévalu en l'absence de baisses du prix du pétrole (dite situation de référence). Ces pourcentages s'appliquent à des volumes pour les importations, la consommation et la FBCF des entreprises, à des niveaux en fin d'année pour les prix, à des pouvoirs d'achat pour l'épargne des entreprises et le revenu des ménages.

Source : simulation effectuée au moyen du modèle OFCE trimestriel.

On voit que, grâce à l'amélioration des termes de l'échange due à la baisse du prix du pétrole, le solde extérieur est fortement amélioré, surtout la première année, bien que les importations augmentent en volume, principalement sous l'effet d'importations de produits industriels et d'énergie. Les effets sur le PIB, sur l'inflation et sur le pouvoir d'achat des ménages sont tous bénéfiques, mais d'assez faible ampleur, tandis que l'accroissement de la capacité d'autofinancement des entreprises est substantiel.

Ce qui adviendrait ainsi serait l'inverse de ce qu'on a appelé un « choc pétrolier ». Le mécanisme en serait simple : la baisse du prix du pétrole réduirait les coûts, ce qui améliorerait le profit des entreprises et permettrait une moindre hausse du coût de la vie. Le revenu réel des ménages s'en trouverait amélioré, ce qui relancerait la consommation. L'investissement croîtrait, grâce à la fois à une plus grande capacité d'autofinancement des entreprises et à l'augmentation des perspectives de débouchés, due à la reprise de la consommation. C'est d'ailleurs cette croissance induite par la baisse du prix du pétrole, qui ferait qu'au cours de la seconde année l'amélioration de la balance commerciale par rapport à la situation de référence serait moindre.

Ces effets apparaîtraient plus favorables encore si l'on avait pris en compte la baisse probable des taux d'intérêt et les politiques expansionnistes qu'autoriserait le desserrement des contraintes extérieures dans l'ensemble des pays importateurs de pétrole.

Jean-Marcel JEANNENEY

ITALIE : REPRISE ET DÉSINFLATION

Après trois années de déclin l'activité a retrouvé en 1984 son niveau de 1981. Cette reprise s'est faite lentement, sans relancer l'inflation ni aggraver le besoin de financement du secteur public. Mais la contrainte extérieure est réapparue et la situation de l'emploi reste critique. En 1985 les responsables italiens disposent d'une faible marge de manœuvre pour assurer la croissance tout en poursuivant la désinflation et en limitant la dégradation des échanges extérieurs.

L'activité a bénéficié en 1984 d'une demande intérieure en hausse, quoique les ménages, retenus par le bon rendement de l'épargne, n'aient pas consommé intégralement leurs gains de pouvoir d'achat. Les entreprises ont recommencé à investir au début de 1984, avec une accélération à l'automne (+ 3,6 % en trois trimestres), poursuivant ainsi la phase de modernisation de l'appareil productif. Ce redressement, parce que facilité par l'amélioration de leurs résultats (cf. graphique), n'a pas buté sur les taux d'intérêt élevés. Mais des motifs spéculatifs ont aussi contribué à l'augmentation des prêts bancaires.

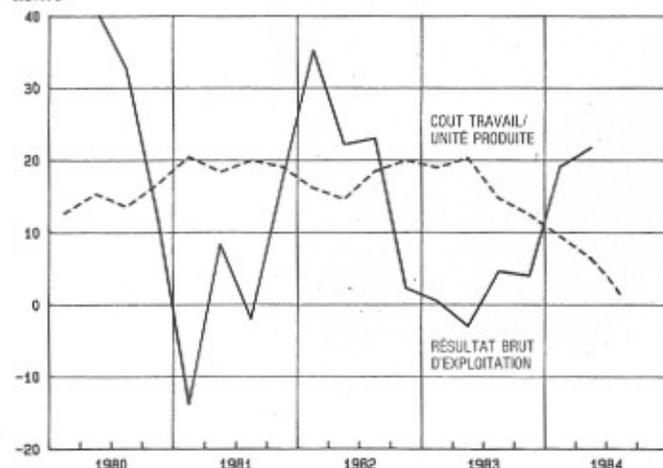
Le budget a donné une impulsion certaine à l'activité et les prévisions budgétaires ont été respectées. Le besoin de financement du secteur public a diminué (16,5 % du PIB en 1983, 15,2 % en 1984) grâce à l'amélioration de la gestion de trésorerie, et devrait s'établir autour de 93 000 milliards de lires. Le déficit des administrations publiques ne s'est que légèrement accentué. L'action budgétaire de 1983 a modéré la tendance des dépenses, qui ont augmenté de 15 % sous l'effet des dépenses de personnel et des intérêts, tandis que les transferts restaient stables. Du côté des recettes (+ 12 %), les rentrées d'impôts directs se sont ralenties, mais celles des impôts indirects ont augmenté avec la reprise de l'activité et des importations.

Le financement de la reprise s'est fait dans des conditions monétaires restrictives. Si la modération des déficits publics n'a pas rendu leur financement plus difficile, la ponction exercée par le secteur public sur l'épargne est cependant restée une forte contrainte pour la politique monétaire. L'abandon du contrôle direct du crédit et la concurrence ravivée entre les intermédiaires financiers ont renforcé la croissance du crédit intérieur, ce qui a provoqué des mesures correctives à l'été. Les taux d'intérêts nominaux, qui avaient fléchi au premier semestre, ont monté lorsque l'État a éprouvé des difficultés à placer ses titres. De plus les échanges extérieurs se sont dégradés. Les autorités ont donc décidé le relèvement du taux d'escompte.

Ce climat a favorisé la stabilité de la lire. Les taux d'intérêt réels, déjà très positifs au premier semestre, se sont élevés à des niveaux historiques, dépassant en fin d'année les taux réels américains. Les entrées de capitaux bancaires et non bancaires se sont trouvées encouragées, permettant une reconstitution des réserves en devises.

Italie - coûts et profits dans l'industrie

En pour-cent : trimestre sur même trimestre de l'année précédente



La compétitivité et donc les exportations en ont été affectées. Si la lire s'est dépréciée de 13 % au cours de l'année 1984 par rapport au dollar, elle s'est maintenue par rapport aux monnaies européennes depuis le réajustement de 1983, malgré une hausse des prix supérieure à celles de la RFA et de la France. Ainsi la performance des exportations sur le marché européen a-t-elle été médiocre et n'a pas été compensée par les résultats obtenus dans les zones dollar. En 1984 l'Italie a sans doute perdu quelques parts de marché.

Au contraire les importations liées à la demande ont été stimulées. Celles de produits manufacturés se seraient accrues en volume de 11 % environ en 1984. La croissance des biens d'équipement importés a été forte, confirmant ainsi que la technologie « made in Italy » ne suffit pas pour satisfaire la demande intérieure. Le déficit commercial total a été de l'ordre de 19 000 milliards de lires en 1984 contre 11 500 milliards en 1983 et la balance courante, excédentaire en 1983, est devenue déficitaire de près de 3 000 milliards. Cela illustre la permanence et la sévérité de la contrainte extérieure.

La désinflation a presque atteint en 1984 l'objectif gouvernemental des 10 % (10,6 % en moyenne) et l'année se termine sur une tendance inférieure à 9 %. Ces progrès ont été obtenus grâce au ralentissement de la dynamique prix/salaires. Les accords de 1983 avaient marqué un tournant dans la politique des revenus, en ralentissant la répercussion des hausses de prix sur les salaires.

Les gains de productivité dégagés (+ 7,5 % dans l'industrie du troisième trimestre 1983 au troisième trimestre 1984, et 3 % pour l'ensemble de l'économie) ont aussi permis la réduction de la hausse du coût du travail par unité produite. Celui-ci n'a augmenté au cours des trois premiers trimestres de 1984 que de 1,6 % dans l'industrie et de 4,9 % dans l'ensemble de l'économie.

Cette amélioration s'est faite au détriment de l'emploi. Contrairement à ce qu'il advient aux États-Unis, la reprise n'a suscité qu'une croissance négligeable de l'emploi total (0,4 % en 1984). La diminution des effectifs industriels (-4,3 %) et agricoles a été à peine compensée par l'augmentation des emplois tertiaires (4,7 %). Le nombre véritable des chômeurs est proche de 3 millions.

En 1985 il faudra consolider les acquis. Si l'Italie se trouve sous certains aspects aux prises avec une situation de type américain, elle n'a pas les mêmes moyens pour la gérer. La reprise s'est accompagnée des deux déficits public et extérieur et la marge de manœuvre de la politique monétaire s'en trouve limitée malgré la désinflation. Mais la croissance n'a pas la même ampleur et la lire n'est pas le dollar. Consolider la réduction du coût du travail paraît être encore la condition nécessaire de la croissance et de l'efficacité de la politique économique.

Sabine MATHIEU
chargée d'études à l'OFCE

VIENT DE PARAÎTRE

LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES DU XIX^e SIÈCLE A NOS JOURS J.-M. JEANNENEY, É. BARBIER-JEANNENEY

Tome 1 : diagrammes (328 p.)

Tome 2 : commentaires et sources (320 p.)

Éditeur : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques,
27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07

En vente chez les libraires et par correspondance sur demande adressée à l'éditeur - les 2 vol. 395 F.

FRANCE

Selon les premières estimations des comptes trimestriels, la **production effective de produits manufacturés** a baissé de 0,7 % au cours des trois derniers mois de 1984. Sur un an la tendance à la hausse se maintient cependant (+ 1,7 %) et le repli de fin d'année apparaît surtout comme la conséquence statistique de corrections saisonnières exagérées du troisième trimestre. Les enquêtes auprès des industriels confirment cette lente croissance de l'activité que ne devraient pas démentir les prochains mois.

En janvier la **consommation** des ménages en produits industriels enregistre une baisse de 2 %. Ce mauvais résultat s'explique par l'effritement du marché automobile, le report des achats de biens durables et les intempéries. Il s'inscrit dans la lente contraction de la consommation des ménages commencée fin 1982 (de - 2 à - 3 % l'an). Ce constat pessimiste est toutefois à nuancer. En adjoignant les achats de services, la consommation totale a légèrement augmenté en 1984 (+ 0,5 % en moyenne). Les coups de pouce donnés aux prestations sociales, la suppression de la cotisation 1 % de Sécurité sociale viennent amortir la baisse des salaires réels. En attendant que les allègements fiscaux suscitent des achats de rattrapage.

Le **taux de salaire horaire** ouvrier se serait accru de 1,5 % au quatrième trimestre, soit de 6,2 % en 1984 (+ 6,7 % pour les prix de détail). Les industriels interrogés par l'INSEE en janvier confirment ce chiffre (+ 1,6 %) et font état de hausses toujours faibles en début d'année. Les premières recommandations pour 1985 (chimie + 3,0 %, textile + 4,0 %) sont même en deçà de la norme gouvernementale de 4,5 %. Le SMIC horaire devrait être relevé automatiquement de 2,3 % au 1^{er} avril. Pour ceux embauchés à partir de février 1982 (environ la moitié des smicards) payés 169 heures par mois, une augmentation de 2,6 % du SMIC mensuel interviendra au 1^{er} mai du fait de l'harmonisation avec ceux embauchés avant et payés 173 heures.

La hausse des **prix à la production** industriels serait de 0,9 % en janvier et en février après 0,5 % par mois en fin d'année selon les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE en janvier. Hors variations saisonnières, la tendance serait décroissante (+ 1,3 % prévue au début 1985 après + 1,6 % au quatrième trimestre et + 1,8 % au troisième). Ce ralentissement est autorisé par celui du coût salarial unitaire qui dans l'industrie manufacturière ne sera finalement accru que d'environ 1 % au cours de 1984.

Le volume de nos **exportations industrielles** a fortement progressé en novembre 1984 (+ 2,7 %) prolongeant ainsi la tendance en cours depuis l'été (+ 3,3 % au troisième trimestre). Un bon résultat, qui accompagne la reprise de la demande mondiale, momentanément interrompue au printemps dernier. Les prix de ces exportations se sont stabilisés, la hausse de novembre (+ 1,4 %) compensant à peine les baisses de septembre et octobre. Cette modération succède à celle intervenue chez nos concurrents européens. Selon les industriels interrogés en décembre par l'INSEE la concurrence étrangère s'accroît dans les biens intermédiaires et reste vive dans l'automobile, secteurs où prédominent les concurrents à faible inflation. Elle se réduit dans les biens de consommation pour lesquels l'Italie joue un rôle important (cf. p. 3).

ÉTRANGER

Aux **États-Unis** les ménages continuent en janvier d'accroître leur consommation (environ 3 % l'an sur les six derniers mois). Les mises en chantier, notamment celles d'appartements, ont rebondi aux taux annuel de 1,8 million ; elles avaient diminué en décembre à l'annonce du projet de réforme fiscale. L'activité industrielle progresse lentement (+ 0,4 %) et le taux d'utilisation des capacités (81,9 %) reste en retrait de l'été dernier. Cette absence de tensions - les prix à la production sont stables en janvier - et la force du dollar semblent écarter pour l'instant une nouvelle restriction de la politique monétaire, bien que la masse monétaire (+ 9,2 % en rythme annuel depuis deux mois) sorte des limites fixées (+ 7 % maximum).

L'**excédent commercial japonais** (fob - cf ; cvs) en janvier 1985 a atteint 4 milliards de dollars. Ce résultat, excellent, est imputable à une progression des exportations (3,5 %) supérieure à celle des importations (1 %). Les échanges avec les États-Unis se sont soldés par un excédent de 1,9 milliard de dollars, ce qui ne va guère faciliter les négociations en cours. Le développement du commerce avec la Chine Populaire laisse augurer de bonnes perspectives pour l'année 1985. Les flux d'exportations japonaises vers ce pays se sont en effet accrus en 1984 de plus de 45 % pour atteindre 7,3 milliards de dollars, ce qui fait de la Chine le troisième marché à l'exportation après les États-Unis (60 milliards) et la Corée du Sud (8 milliards).

Au **Royaume-Uni** pour les dix premiers mois de l'année fiscale 1984-1985, le **déficit budgétaire** s'est élevé à 7,8 milliards de livres (à comparer à 7,1 milliards sur la même période de l'année précédente). Pour l'ensem-

ble de l'année l'objectif gouvernemental sera sans doute dépassé d'environ 2 milliards ; en effet malgré des revenus plus importants qu'escomptés de l'exploitation pétrolière, la grève des mineurs a contraint les entreprises publiques à emprunter davantage, et la croissance (2,5 % en 1984) aura été inférieure aux objectifs. Le projet de réduction de 1,5 milliard de livres de l'impôt sur les personnes physiques dans le budget 1985-1986 est pour l'instant compromis par la hausse des taux d'intérêt qui implique des dépenses supplémentaires et un ralentissement de l'activité.

La **production industrielle italienne** a augmenté de 3,1 % en 1984, ce qui compense à peine la perte de 1983 (- 3,2 %). Cette croissance a néanmoins entraîné un déficit commercial record (19 200 milliards de lire). Malgré une amélioration en décembre les exportations ont moins augmenté que les importations en 1984 (16,7 % et 21,7 % respectivement). Si le déficit agro-alimentaire a été contenu, celui de la métallurgie et de la chimie s'est aggravé. Le déficit énergétique, déjà très élevé, s'est creusé. Une inquiétude : la diminution de l'excédent de la mécanique et des moyens de transports.

Malgré les excédents commerciaux substantiels dégagés par le **Brésil** (13 milliards de dollars) et le **Mexique** (11 milliards de dollars) en 1984, le non-respect des engagements concernant les objectifs économiques internes remet en cause les négociations avec le Fonds monétaire international. La suppression par le Fonds d'une tranche de crédit au Brésil liée notamment à l'accélération de l'inflation (près de 300 % en rythme annuel au mois de janvier après plus de 200 % pour 1984) pourrait préfigurer des mesures semblables à l'encontre du Mexique. En effet, malgré une amélioration sensible, l'inflation (60 %) et le déficit budgétaire (7 % du produit intérieur brut) en 1984 ont assez nettement dépassé les objectifs officiels.

La nouvelle **baisse des prix du pétrole** amorcée début février par les décisions du Mexique et de l'Égypte (qui avaient alors réduit leurs prix officiels de respectivement 1,25 et 0,5 dollar par baril) a été interrompue par la prise de position britannique en milieu de mois. La British National Oil Corporation a annoncé qu'elle maintiendrait inchangé le prix de brut à 28,65 dollars le baril, témoignant de son intention de ne pas engager une guerre des prix avec l'OPEP. Le marché spot s'en est trouvé momentanément ravivé, et la livre sterling, soutenue par ailleurs par la récente hausse des taux d'intérêt, s'est engagée dans la voie d'un léger redressement.

Département des diagnostics de l'OFCE

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1985		Lettre 10 n ^{os} /an	Revue 4 n ^{os} /an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées à : OFCE 69, quai d'Orsay 75007 Paris avec un chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications	Tarif normal (institutions/entreprises)	140 F	250 F	340 F
	Tarif réduit (particuliers)	65 F	160 F	200 F
	Prix du numéro	15 F	70 F	